COURRIER
de l'Institut du Bosphore

No: 69 – Décembre 2015

Institut du Bosphore

ANALYSE DE LA PRESSE

Décembre 2015

1. A la une : la relance des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'Union européenne
2. Dossier du mois : la crise russo-turque continue à sévir
3. Turquie
4. International
5. Economie

AXA
redefining / standards
MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54
info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : la relance des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'Union européenne

Photo: Reuters

Conformément à l'accord conclu le 29 novembre dernier lors d'un sommet UE-Turquie, les négociations d'adhésion ont été relancées avec l'ouverture officielle du "chapitre 17", sur la politique économique et monétaire, lors d'une conférence intergouvernementale lundi 14 décembre à Bruxelles.

Trois ministres turcs – des affaires étrangères, des affaires européennes et un vice-premier ministre – ont été à Bruxelles à cette occasion. *(Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 15/12/2015)* « C'est un pas important dans notre adhésion après près de deux ans d'impasse», s'est félicité le ministre turc aux Affaires européennes Volkan Bozkır. *(L'Express, AFP, 14/12/2015)* « Le gouvernement turc se dit "déterminé à faire tout ce qu'il faudra pour devenir un membre à part entière" de l'UE. » *(L'Express, AFP, 14/12/2015)*

« L'ouverture [de ce chapitre] (...) est un signe de la "revitalisation du processus d'adhésion", a indiqué le ministre luxembourgeois Jean Asselborn, dont le pays préside l'Union. » *(L'Express, AFP, 14/12/2015)* Il a « rappelé que l'Europe avait besoin de la Turquie comme "partenaire stratégique" pour l'immigration, la lutte contre le terrorisme, le commerce ou la sécurité énergétique.» *(Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 15/12/2015)*

«"Une nouvelle phase de l'accession est ouverte", déclarait, (...) le commissaire à l'élargissement, Johannes Hahn, tout en soulignant qu'Ankara devrait répondre à "certains manquements" sur les droits de l'homme, l'Etat de droit et la liberté d'expression. ». *(Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 15/12/2015)*

« Le chapitre 17 est le quinzième, sur trente-cinq, à être ouvert depuis le début des négociations d'adhésion, en 2005. » *(Le Monde.fr avec AFP, 14/12/2015)* «La Commission déposera, au printemps, un rapport sur la possibilité d'ouvrir d'autres discussions en vue d'une adhésion. » *(Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 15/12/2015)*

Certains dirigeants se montrent toutefois sceptiques face à une perspective d'adhésion. « La relance des négociations, "c'est pour que la Turquie nous aide afin que les réfugiés ne viennent pas en Europe"» déclare le ministre autrichien des Affaires étrangères, Sebastian Kurz. *(L'Express, AFP, 14/12/2015)*

L'UE attend de la Turquie « une meilleure coopération sur les questions de la crise migratoire et de la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI). *(Figaro.fr avec AFP, 14/12/2015)* Ces sujets ont été abordés « au cours d'une rencontre entre les ministres des Vingt-Huit et le chef de la diplomatie turque, Mevlut Çavusoglu » le 14 décembre. *(Le Monde, Cécile Ducourtieux, Jean-Pierre Stroobants, 15/12/2015)* Quelques jours plus tard, le premier ministre turc Ahmet Davutoglu a participé au mini-sommet sur le thème des migrants organisé à l'initiative de l'Autriche et qui a réuni les représentants de 8 pays européens ainsi que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Le Premier ministre a ensuite rejoint les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE lors du Conseil européen les 17 et 18décembre. *(Reuters, 17/12/2015)*

« A son arrivée à Bruxelles pour le Conseil européen, le président français François Hollande a insisté sur le respect des engagements pris par Ankara. "Nous avons avec la Turquie mis en avant un certain nombre de règles, elles doivent être respectées", a-t-il dit à la presse. "Si on ne peut pas protéger les frontières extérieures alors on ne pourra pas aller plus loin dans ce qui a été promis à la Turquie", a ajouté le président français, qui était représenté à la réunion par le ministre des Affaires européennes,

Harlem Désir. Angela Merkel a rappelé pour sa part l'importance de lutter contre l'immigration illégale, ajoutant que les participants s'étaient mis d'accord sur l'idée de la constitution d'un groupe de travail avec les Turcs, ouvert aux pays qui le souhaitent. » *(Reuters, 17/12/2015)*

« Le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Harlem Désir, a pour sa part exhorté Ankara à "contrôler la frontière entre la Syrie et la Turquie pour éviter que l'EI puisse faire venir des combattants étrangers, les former, les entraîner et ensuite les renvoyer dans d'autres pays", en rappelant que cela avait été le cas pour certains des kamikazes des attentats de Paris. » *(L'Express, AFP, 14/12/2015)*

« Le premier vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans (...) a fait part de son optimisme quant à la mise en oeuvre de l'accord passé entre Bruxelles et Ankara. "Pour nous, il est important de continuer à travailler avec la Turquie sur la mise en oeuvre du plan d'action", a-t-il déclaré à sa sortie. "Je suis fortement encouragé au vu de l'attitude positive et proactive du Premier ministre Davutoglu." » *(Reuters, 17/12/2015)*

2. Dossier du mois : la crise russo-turque continue à sévir

« Depuis la destruction d'un avion russe par les forces turques [le 24 novembre dernier], la Russie a annoncé de multiples mesures de rétorsion à l'encontre de la Turquie qui visent principalement les secteurs du tourisme, de l'énergie, du BTP et de l'agriculture. » *(L'Express.fr, AFP, 13/12/2015)*

Les chef des diplomaties russe Sergueï Lavrov et turque Mevlet Cavusoglu se sont rencontrés en marge d'une réunion ministérielle de l'OSCE à Belgrade mercredi 2 décembre, « premier entretien entre hauts responsables des deux pays » depuis la crise. *(L'Express, AFP, 02/12/2015)* La rencontre « a suscité un maigre espoir d'apaisement. "Nous avons exprimé notre tristesse et adressé nos condoléances pour la mort du pilote russe", a déclaré M. Cavusoglu, après son entretien avec M. Lavrov. (...) M. Cavusoglu s'est félicité de l'atmosphère de cette rencontre d'une quarantaine de minutes, tout en reconnaissant qu'elle n'avait pas débouché sur une percée significative, ce que son homologue russe Sergueï Lavrov a également confirmé. "Nous nous sommes réunis avec M. Cavusoglu (...) Nous n'avons rien entendu de nouveau. Le ministre turc a confirmé la position qu'ils ont déjà exprimée, et nous avons confirmé la nôtre", a-t-il dit dans une déclaration à la télévision russe. » *(AFP, 03/12/2015)*

La Turquie regrettera "plus d'une fois" d'avoir abattu un chasseur-bombardier russe, a promis jeudi [3 décembre] Vladimir Poutine, lors de son discours annuel devant les deux chambres du Parlement. (...) Le chef du Kremlin a dénoncé l'existence d'une "clique" à Ankara, qui a perdu "raison et bon sens". » *(LeFigaro.fr, Pierre Avril, 03/12/2015)*

« Quelques minutes plus tard, son ministre de l'Energie Alexandre Novak a annoncé la suspension des négociations sur le projet de gazoduc TurkStream. (...) La veille, le ministère russe de la Défense avait affirmé détenir la preuve de l'implication du président turc Recep Tayyip Erdogan et de sa famille dans des transactions financières avec l'Etat islamique (EI), ce qu'il a fermement démenti. » *(Reuters, 03/12/2015)*

« Les Etats-Unis ont balayé mercredi [2 décembre] les allégations russes selon lesquelles la Turquie achète du pétrole venant de Syrie aux djihadistes de l'Etat islamique. Les informations dont dispose Washington, a déclaré Mark Toner, porte-parole du département d'Etat, sont que l'EI vend du pétrole à des intermédiaires qui viennent le chercher sur les sites de production pour en faire le trafic via la frontière turque. "Nous rejetons fermement l'hypothèse selon laquelle le gouvernement turque est associé à l'EIIL dans le trafic de pétrole via ses frontières. Nous ne disposons franchement d'aucune indication étayant de telles accusations", a-t-il ajouté. » *(Reuters, 02/12/2015)*

« Le président américain Barack Obama a appelé mardi [1er décembre en marge de la COP21] à Paris la Turquie et la Russie à se concentrer sur "l'ennemi commun", l'organisation Etat islamique (EI), à l'issue d'une rencontre avec le président turc Recep Tayyip Erdogan. (...) M. Obama a réitéré ses précédentes déclarations sur le droit de la Turquie, alliée des Etats-Unis au sein de l'OTAN, à se défendre. "Je veux

être très clair: la Turquie est un allié de l'OTAN. Les Etats-Unis soutiennent les droits de la Turquie à se défendre, à défendre son espace aérien et son territoire", a-t-il dit, après avoir reçu son homologue turc à la résidence de l'ambassadeur américain à Paris. » *(AFP, 01/12/2015)* Il a également « réitéré de vive voix à M. Poutine ses appels à la “désescalade” avec Ankara, et ses “regrets” après la mort d’un pilote russe, a rapporté une source à la Maison Blanche après une réunion à huis clos improvisée au détour d’un couloir. » *(Le Monde, Hélène Sallon, 01/12/2015)*

De son côté, « le président français avait échangé plus tôt en aparté avec M. Erdogan sur “la façon de surmonter les tensions actuelles”, lui adressant “un message d’apaisement et de calme pour qu’on puisse travailler avec toute la communauté internationale dans la lutte contre Daech”, dit-on dans son entourage.» *(Le Monde, Hélène Sallon, 01/12/2015)*

« La Turquie a convoqué [le 7 décembre] l'ambassadeur russe à Ankara après la diffusion d'images d'un soldat russe en position de tir avec un lance-missile à bord d'un navire de guerre croisant dans les eaux turques, a indiqué le ministère des Affaires étrangères turc. Le chef de la diplomatie turque a qualifié cette attitude de "provocation". » *(Lefigaro.fr avec AFP, 07/12/2015)* « Les autorités turques ont toutefois fait de nombreux appels du pied en direction du Kremlin, se disant prêtes à discuter. "Nous sommes prêts à toute sorte de rencontres, d'échanges d'idées avec la Russie", a encore déclaré le Premier ministre mardi [7 décembre], "mais nous ne permettrons jamais que quoi que ce soit nous soit dicté".» *(AFP, 07/12/2015)*

Mercredi 9 décembre, le Premier ministre turc « Ahmet Davutoglu a ouvertement accusé la Russie de tentative de “nettoyage ethnique” au nord-ouest de la Syrie. Les Russes “veulent expulser, ils veulent faire du nettoyage ethnique dans cette région afin de protéger leurs bases à Lattaquié et Tartous (…) Ils ne veulent pas des populations arabes sunnites et turkmènes” (proches de l'opposition), a déclaré le premier ministre turc, à l'occasion d'une rare rencontre, à Istanbul, avec un petit groupe de journalistes travaillant pour des médias occidentaux, dont Le Figaro. » *(Le Figaro, Delphine Minoui, 09/12/2015)*

« Le président Vladimir Poutine a ordonné vendredi [11 décembre] à l'armée russe de répondre avec une "extrême fermeté" à toute force qui la menacerait en Syrie. Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu a de son côté appelé la Russie au "calme" mais prévenu que la patience d'Ankara avait "des limites". "Nous ne sommes pas favorables aux tensions", mais au "dialogue", a-t-il dit, soulignant qu'Ankara avait ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'incident.» *(L’Express.fr, AFP, 13/12/2015)*

« Les relations entre la Russie et la Turquie peuvent être renouées si Ankara remplit trois conditions, a affirmé l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Ankara Andreï Karlov. Le premier pas vers la réconciliation, pour Ankara, serait de présenter ses excuses auprès de la Russie (...). Deuxièmement, la partie turque devrait déterminer qui en est coupable. Ensuite, il importe qu'elle paie les indemnités pour l'avion détruit. » *(fr.sputniknews.com, 14/12/2015)*

Dans son éditorial, Marc Semo explique que « cette crise ne fait que mettre en évidence les intérêts diamétralement opposés de ces deux protagonistes du conflit syrien. Malgré l’engagement de Moscou de viser en priorité l’EI, l’avion russe abattu bombardait une position des rebelles modérés, l’Armée syrienne libre et leurs alliés turkmènes, aidés par la Turquie. Mais Ankara a été trop longtemps ambigu vis-à-vis des jihadistes, voire de l’EI, pour que les accusations russes ne laissent pas de trace. L’objectif principal de la propagande du Kremlin est de délégitimer tous ceux, comme la Turquie mais aussi l’Arabie Saoudite - et longtemps la France -, qui se sont engagés à fond dans le soutien à la rébellion et estiment qu’il ne peut y avoir de paix avec le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad. Même s’il souffle tour à tour le chaud et le froid sur ce sujet, le Kremlin veut d’autant moins lâcher le boucher de Damas qu’il ne voit pas pour le moment par qui le remplacer sans créer un effondrement du système tout entier au terme d’une transition politique. Mais surtout, Poutine ne veut pas créer un précédent qui pourrait faire école dans l’ex-espace soviétique, voire, un jour, en Russie même. » *(Libération, Marc Semo, 02/12/2015)*

Par ailleurs, « un destroyer russe a ouvert le feu dimanche [13 décembre] pour éviter une collision avec un bateau turc en mer Egée, a affirmé la Russie (...). L'équipage du navire russe Smetlivy, qui se trouvait

à 22 km de l'île grecque de Lemnos dans le nord de la mer Egée, "a dû utiliser des armes à feu afin d'éviter une collision avec un bateau de pêche turc" s'étant approché à environ 600 mètres, a affirmé le ministère russe de la Défense dans un communiqué, ajoutant avoir convoqué l'attaché militaire turc à la suite de l'incident. La distance entre les deux navires "garantissait" toutefois que le bateau turc ne serait pas atteint par les tirs, a-t-il précisé. Le commandant du chalutier turc a toutefois démenti qu'il y ait eu des tirs dans sa direction.» *(L'Express.fr, AFP, 13/12/2015)*

Evaluation économique des sanctions économiques russes

Des mesures de rétorsion à l'encontre de la Turquie annoncé par la Russie, en représailles à la destruction d'un avion militaire russe, visent principalement les secteurs du tourisme, de l'énergie, de la construction et de l'agriculture. *(LeMonde.fr, avec AFP, 07/12/2015)*

« Les sanctions économiques russes pourrait bien affecter la croissance de la Turquie à hauteur de 0,7 point en 2016, selon la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. (...) "Les sanctions pourraient réduire la croissance du PIB de la Turquie en 2016 d'environ 0,3 à 0,7 point de pourcentage, si elles persistent sur l'année prochaine et sont pleinement appliquées, l'essentiel de l'impact étant lié au tourisme et se produisant vers le milieu de l'année", estime la Berd dans un communiqué. (...) Les deux économies sont fortement liées dans des domaines comme l'énergie, le tourisme, ou la construction, observent les économistes de l'institution basée à Londres.» *(LaTribune.fr, 07/12/2015)*

Le vice-premier ministre turc chargé de l'économie, Mehmet Simsek a annoncé que « les mesures de rétorsion économiques prises par Moscou pourraient "dans le pire des scénarios" coûter 9 milliards de dollars (8,3 milliards d'euros) à l'économie turque. "Les tensions pourraient avoir un impact de 0,3 ou 0,4% sur le PIB", a-t-il ajouté. (...) "Il y a une diminution du nombre de touristes de 603.000. Il y a un ralentissement dans la construction", a-t-il [par ailleurs] déploré. » *(LaTribune.fr, 07/12/2015)*

L'économie allemande est également affectée. « Selon la chambre de commerce germano-russe, de nombreuses entreprises allemandes actives en Russie - déjà affectées par le dossier ukrainien - pâtissent des sanctions économiques imposées par Moscou à la Turquie. Les effets des sanctions à l'égard de la Turquie "sont considérables" pour les entreprises allemandes qui font des affaires en Russie, a indiqué lors d'une conférence de presse le président de la chambre de commerce, Rainer Seele, "deux-tiers d'entre elles sont touchées". Le secteur automobile allemand - dont certaines usines produisent en Russie et s'approvisionnent en Turquie - sont notamment impactées. Conséquence des annonces de Moscou, certaines firmes ne sont plus autorisées à employer des salariés turcs. » *(LaTribune.fr, avec AFP, 18/12/2015)*

3. Turquie

Un climat lourd de violences dans le sud-est de la Turquie

« Depuis la mi-août, les autorités ont imposé au moins quarante fois le cessez-le-feu dans 18 districts pour un total de 130 jours visant principalement Cizre, Silopi, Nusaybin, Lice (26 000 habitants) mais aussi dans le quartier de Sur, le district de Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien. » *(Libération, Ragıp Duran, 17/12/2015)* « Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, a promis une action "ininterrompue" contre ce parti armé et ses ramifications dans les villes kurdes. "Il s'agit d'une opération pour rétablir la liberté", a-t-il lancé, invitant "les habitants à dénoncer les terroristes".» *(Libération, Ragıp Duran, 17/12/2015)*

Une opération d'envergure visant à déloger le PKK des centres urbains

« Plus de 10 000 militaires et policiers sont engagés depuis le 16 décembre dans une offensive d'ampleur. » L'opération se concentre essentiellement sur les villes de Cizre et Silopi, du département de

Sirnak, frontalier de la Syrie et l'Irak ainsi que sur les quartiers centraux de Diyarbakir, que le PKK a proclamé « zones libérées ». *(Libération, Marc Semo, 23/12/2015)*

L'objectif est « déloger les militants du mouvement rebelle des centres urbains. » *(Le Monde.fr avec AFP, 20/12/2015)* « Les jeunes milices du YDG-H (le Mouvement des patriotes révolutionnaires, proche mais autonome du PKK) ont dressé des barricades dans les ruelles (...). Les opérations des forces de l'ordre visent en premier lieu les militants du PKK, qui forment sur place les milices. » *(Libération, Ragıp Dur*

« Selon les autorités, 168 rebelles du PKK ont été tués depuis le début de l'opération. Selon l'association des droits de l'homme (IHD) et l'ordre des médecins de Turquie, au moins 53 civils ont aussi perdu la vie dans les affrontements. » *(Libération, Marc Semo, 23/12/2015)*

« En tout, plus de 200 000 personnes ont fui les combats et ces villes devenues des zones de guerre. A Cizre comme à Silopi, les policiers et les forces spéciales ont réquisitionné l'ensemble des bâtiments scolaires de ces deux villes. Le ministère de l'Education nationale avait (...) invité l'ensemble du corps enseignant à quitter leurs écoles. » *(Libération, Ragıp Duran, 17/12/2015)*

« Ces opérations ont suscité l'indignation de nombreux opposants politiques et d'une partie de la société civile. » *(Le Monde.fr avec AFP, 20/12/2015)*

« Cizre, Silopi et Nusaybin (district de Mardin, 120 000 habitants), où le même type d'opération a commencé, sont des villes historiquement connues comme les forteresses du PKK. Le HDP avait remporté dans ces trois villes en moyenne plus de 70% des votes lors des dernières élections générales du 1er novembre. » *(Libération, Ragıp Duran, 17/12/2015)*

Les "déclarations d'autogestion"

« Les "déclarations d'autogestion" lancées par les maires de certains districts kurdes de la région sont une des raisons de l'opération (...) menée par Ankara, qui considère ces "zones libérées" comme un défi ouvert à l'autorité de l'Etat et aux institutions de la République. » *(Libération, Ragıp Duran, 17/12/2015)*

Lors d'un congrès des organisations kurdes à Diyarbakır le 26 décembre, le coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche, prokurde) Selahattin Demirtas a déclaré: « "Il y aura une réalité kurde au siècle prochain. Il y aura des régions autonomes, des régions fédérales, (...) et il pourrait y avoir un état indépendant", a-t-il déclaré. "Le peuple kurde décidera lui-même de la façon dont il veut vivre. Les autres respecteront cette décision".» Suite à ces déclarations, « le parquet d'Ankara a ouvert une enquête à son encontre pour "atteinte à l'ordre constitutionnel". Le parquet de Diyarbakir a quant à lui ouvert une autre enquête sur le congrès lui-même. *(Lefigaro.fr avec Reuters, 28/12/2015)* «"L'autogestion est un des objectifs de notre parti. Il s'agit d'une revendication politique et sociale. L'autogestion n'est pas un crime", rétorque Mithat Sancar, député HDP de Mardin et professeur de droit constitutionnel. » *(Libération, Ragıp Duran, 17/12/2015)*

« Le PKK quant à lui durçit le ton. "Ankara refuse par la violence nos revendications : nous voulons l'autogestion et l'autonomie. Si l'Etat continue de répondre par la terreur à ces demandes nous commencerons à réfléchir à une séparation", a déclaré Murat Karayilan, le numéro 2 du PKK réfugié en Irak du nord au quotidien pro-kurde Ozgur Politika. » *(Libération, Ragıp Duran, 17/12/2015)* Cemil Bayık, co-fondateur et un des principaux chefs du PKK, souligne de sa part, dans son entretien avec le Monde, que le PKK mène à présent «un combat existentiel» et qu'il prévoit «d'annoncer prochainement la création d'un Front révolutionnaire de résistance avec d'autres organisations venues de l'intérieur et de l'extérieur de la Turquie. » *(Le Monde, Allan Kaval, 24/12/2015)*

Marc Semo, Chef du service Planète chez Libération, écrit dans son éditorial: « Le HDP a réussi à franchir le seuil des 10 % pour être représenté au Parlement et il pourrait jouer un rôle clé pour une solution politique. Mais Erdogan préfère traiter Demirtas de "traître" et accuser les leaders du parti prokurde d'être des "marionnettes" du PKK. Ces tentatives de les mettre hors jeu ne peuvent que réjouir les chefs de la guérilla qui, dans leurs montagnes du nord de l'Irak, se veulent les seuls vrais représentants de la cause et promettent une lutte à outrance. L'engrenage vers le pire semble enclenché.» *(Libération, Marc Semo, 29/12/2015)*

La Turquie va accorder un statut légal aux lieux de culte de la communauté alévie

« La Turquie va accorder un statut légal aux lieux de culte de la communauté alévie, a annoncé aujourd'hui le premier ministre turc Ahmet Davutoglu, un geste fort envers la plus importante minorité religieuse du pays. "Les "cemevis" vont recevoir un statut légal dans tout le pays", a déclaré Ahmet Davutoglu lors de la présentation du "plan d'action" de son gouvernement pour l'année 2016, qui comprend, selon lui, plusieurs mesures visant à renforcer la démocratie.

Les Alévis, des musulmans hétérodoxes et progressistes, prient dans des "cemevis" ("maisons de rassemblement"), des lieux de culte plus informels que les mosquées. Leur reconnaissance officielle est l'une des principales demandes de la communauté alévie, qui constituerait environ 20% des quelque 78 millions d'habitants de la Turquie, dont l'immense majorité de la population est sunnite.

Un tribunal turc avait déclaré en août que l'Etat turc devait prendre en charge les frais d'entretien des "cemevis", comme il le faisait déjà pour les mosquées, une décision considérée comme "historique" par les Alévis.

Peu de temps auparavant, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait qualifié de "discrimination" le refus de l'Etat turc d'accorder le même traitement aux "cemevis".» *(Lefigaro.fr avec AFP, 10/12/2015)*

Arrestation des membres présumés de l'EI

« Onze membres présumés de l'organisation Etat islamique (EI) soupçonnés de préparer un attentat contre le consulat général des Etats-Unis à Istanbul ont été interpellés et placés en garde à vue jeudi [17 décembre]. (...) Un autre membre présumé de l'EI soupçonné de planifier un attentat-suicide contre la représentation diplomatique américaine a été placé en détention mardi [15 décembre]. » *(20Minutes.fr, avec AFP, 17/12/2015)*

Quelques jours après, trois personnes soupçonnées d'appartenir à l'EI, deux Pakistanais et un Britannique ont été arrêtés. Le dernier, « musulman britannique radicalisé originaire de Londres, faisait partie d'un groupe présumé lié à l'EI et arrêté en Turquie en novembre. Les autorités turques avaient annoncé qu'ils préparaient un attentat jihadiste "majeur" le même jour que les attentats de Paris. » *(Lefigaro.fr avec AFP, 29/12/2015)*

« La police turque a annoncé, mercredi 30 décembre, l'arrestation de deux hommes à Ankara, soupçonnés d'être membres de l'organisation Etat islamique (EI) et d'avoir prévu de commettre un attentat pendant les célébrations du Nouvel An dans un centre commercial de la capitale turque. « Une veste explosive prête à être utilisée et un sac à dos rempli d'explosif et renforcé par des billes et des tiges d'acier ont été saisis » par la police lors de l'opération, précise un communiqué du gouvernorat d'Ankara. » *(Le Monde.fr avec AFP et AP, 30/12/2015)*

Depuis, l'attentat-suicide qui a fait 103 morts et plus de 500 blessés devant la gare centrale d'Ankara, le 10 octobre, les arrestations se sont multipliées dans les milieux djihadistes en Turquie. *(Le Monde.fr avec AFP et AP, 30/12/2015)*

Par ailleurs, une explosion qui pourrait avoir été provoquée par une bombe artisanale « s'est produite mardi [1er décembre] en fin d'après-midi, à l'heure de pointe, à proximité d'une station du métro d'Istanbul, dans le district de Bayrampasa, sur la rive européenne de la ville. » *(Le Figaro, Clémentine Maligorne et AFP, AP, Reuters Agences, 01/12/2015)* « Plusieurs médias turcs, citant des sources proches des services de sécurité, affirment que l'explosion a été causée par un engin dissimulé dans un tuyau et placé près d'une passerelle qui enjambait la ligne de métro. (...) Aucune revendication n'a été faite. » *(Le Monde.fr avec AFP, AP et Reuters, 01/12/2015)*

Des mandats d'arrêt contre Fethullah Gülen et ses partisants

La Turquie a émis vendredi 11 décembre des mandats d'arrêt contre le prédicateur turc basé aux Etats-Unis Fethullah Gülen et 66 autres individus. « La police a procédé à cinq interpellations, dont celle d'Ilhan Isbilen, un ancien député de l'AKP. (...) Parmi les autres individus recherchés par la police figurent l'ancien rédacteur en chef du quotidien Zaman, Ekrem Dumanli, le directeur général du groupe Koza Ipek et le président de l'université Fatih d'Istanbul. (...) Ce n'est pas la première fois que [Gülen] est visé par un mandat d'arrêt turc et son extradition paraît très peu probable. Des avocats mandatés par le gouvernement turc ont également déposé lundi une plainte au civil à son encontre devant un tribunal américain pour violations des droits de l'homme. » *(Reuters, 11/12/2015)*

Quelques jours plus tôt, mardi 8 décembre, 18 personnes, dont plusieurs officiers de police, soupçonnées d'être liées à Fethullah Gülen ont été arrêtés. Selon les agences turques, 27 mandats d'arrêt ont été émis dans le cadre de l'enquête visant essentiellement d'anciens hauts gradés des forces de l'ordre. En novembre, des dizaines de partisans de Gülen, dont des policiers et fonctionnaires, avaient déjà été interpellés. *(Reuters, 08/12/2015)*

IPA apporte son soutien à TPA

« L'Union internationale des éditeurs (IPA) a apporté mardi [22 décembre] son soutien à l'Association des éditeurs turcs (TPA) qui dénonce le régime de censure en vigueur en Turquie. Un tribunal turc a ordonné le retrait de commercialisation des livres de trois journalistes turcs et un autre journaliste a été condamné à une amende "dissuasive", pour avoir soi-disant diffamé un ministre, a rappelé l'IPA, dont le siège est à Genève, dans un communiqué. » *(Le Figaro.fr avec l'AFP, 22/12/2015)*

4. International

Le contentieux irako-turc en raison du déploiement de troupes turques dans le nord de l'Irak

« Début décembre, la Turquie [a] déployé en Irak un contingent de 150 à 300 soldats et une vingtaine de véhicules blindés dans le camp de Bachiqa, dans le nord du pays. Ankara [a] affirmé qu'il s'agissait simplement de renforts dépêchés pour assurer la protection des conseillers militaires turcs chargés d'entraîner des combattants irakiens dans la lutte contre le groupe Etat islamique, qui contrôle notamment la grande ville de Mossoul. » *(Le Monde.fr avec AFP, 19/12/2015)*

« Le premier ministre Haïder Al-Abadi a exigé samedi [5 décembre] d'Ankara le retrait immédiat de ses personnels déployés dans la région, condamnant une violation flagrante de la souveraineté de l'Etat irakien. Cependant, l'autorité de Bagdad dans le nord du pays, exclusivement dominé par les Kurdes, est de fait largement fictive, alors que l'intérêt stratégique d'Ankara pour cette partie du pays n'est pas une nouveauté. La proximité de la Turquie avec Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, était déjà un sujet de tensions récurrent entre Ankara et Bagdad : par le passé, la Turquie a accompagné les projets d'autonomie de ce dernier envers le pouvoir central, notamment en rendant possible l'exportation directe de pétrole brut par les autorités kurdes à travers le territoire turc.» *(Le Monde, Allan Kaval, 07/12/2015)*

En pleine crise entre Ankara et Bagdad, le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani a rencontré mercredi 9 décembre en Turquie, le président de la République Recep Tayyip Erdoğan et le Premier ministre Ahmet Davutoğlu. Les dirigeants turcs ont exprimé la détermination de la Turquie à combattre le terrorisme, entendant par là l'EI et le PKK, disposant de bases dans le nord de l'Irak. *(L'Express, AFP, 09/12/2015)*

Concernant le déploiement des troupes turques, « "ce n'est pas un acte d'agression mais un acte de solidarité", a déclaré mercredi [9 décembre] M. Davutoglu devant la presse étrangères à Istanbul. "Notre intention est d'entraîner les habitants de Mossoul à combattre Daech (acronyme arabe de l'EI). Notre

intention est de protéger ceux qui les entraînent", a-t-il ajouté. Selon Ankara, ce récent déploiement, simple "rotation d'effectifs", s'est fait à la demande du gouverneur de Mossoul et en coordination avec le ministère de la Défense irakien. Refusant de retirer ses soldats, la Turquie a toutefois "suspendu" l'envoi de nouvelles troupes et appelé à trouver une solution négociée. "Quand nous avons vu la réaction (du gouvernement irakien), nous avons stoppé le transfert" de troupes, a indiqué M. Davutoglu. » *(L'Express, AFP, 09/12/2015)*

Bagdad accusant Ankara de violer sa souveraineté a adressé une lettre de protestation au Conseil de sécurité de l'ONU le 11 décembre. Par la suite, la Turquie « a commencé à infléchir sa position le 14 décembre, en procédant à un retrait partiel de 10 à 12 véhicules, dont des chars » et en les tranférant « vers une autre base située au Kurdistan autonome irakien. » *(Le Monde.fr avec AFP, 19/12/2015) (Lefigaro.fr avec Reuters, 30/12/2015)*

« La Turquie a annoncé, samedi 19 décembre dans la soirée, qu'elle "poursuivra" le retrait de ses troupes d'Irak, au lendemain d'un appel téléphonique du président américain, Barack Obama, à son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, l'invitant à prendre une telle mesure afin d'apaiser les tensions entre les deux pays voisins. , M. Obama lui a intimé de "respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak"» *(Le Monde.fr avec AFP, 19/12/2015)*

« "Prenant compte des sensibilités de la partie irakienne", Ankara a admis "un manque de communication" avec Bagdad sur cette affaire et assure qu'Ankara "continuera de coordonner avec le gouvernement irakien sa contribution militaire à ce pays pour sa lutte contre Daech". » *(Le Monde.fr avec AFP, 19/12/2015)*

« Le gouvernement irakien a salué dimanche 20 décembre l'annonce turque tout en précisant que l'Irak poursuivrait ses efforts auprès des Nations unies jusqu'à ce que ce retrait soit pleinement achevé.» *(Le Monde.fr avec AFP, 19/12/2015)* « L'Irak pourrait, en dernier recours, intervenir militairement pour se défendre face à l'intrusion de forces turques dans le nord de son territoire, a déclaré [le 30 décembre] le ministre irakien des Affaires étrangères, Ibrahim al Djaafari. » *(Lefigaro.fr avec Reuters, 30/12/2015)*

Accord de réconciliation entre la Turquie et Israël

« La Turquie et Israël s'apprêtent à tourner la page de cinq années de brouilles et de déclarations hostiles. » *(Le Monde.fr, Piotr Smolar, 18/12/2015)* Des responsables israéliens ont déclaré qu'un accord préliminaire avait été conclu « en vue de normaliser les relations entre [la Turquie et Israël], mises à mal par l'assaut de l'armée israélienne contre une flottille turque cherchant à briser le blocus de Gaza en 2010. » *(Le Figaro.fr avec Reuters, 19/12/2015)*

« Le principe et les détails d'une reprise des relations diplomatiques ont été conclus, mercredi 16 décembre, lors d'une réunion secrète à Zurich, en Suisse, un terrain neutre. Parmi les personnes présentes à cette rencontre se trouvaient, selon les médias israéliens, le chef du Conseil national de sécurité, Yossi Cohen – qui s'apprête à prendre la tête du Mossad, le service de renseignement et d'action extérieure –, l'ancien directeur du ministère des affaires étrangères Joseph Ciechanover, et le sous-secrétaire aux affaires étrangères de la Turquie, Feridun Sinirlioglu, ancien ambassadeur en Israël. La veille, le président Recep Tayyip Erdogan avait déclaré qu'un « processus de normalisation serait bon pour nous, pour Israël, la Palestine et toute la région. » *(Le Monde.fr, Piotr Smolar, 18/12/2015)*

Selon le quotidien Haaretz, l'accord de réconciliation « prévoirait le versement de 20 millions de dollars (18,45 millions d'euros) de compensation pour les familles des victimes [de la flottille turque] Mavi Marmara. La Turquie renoncerait à ses poursuites judiciaires. Dans la foulée, les deux pays reprendraient des relations diplomatiques normales avec échange d'ambassadeurs. Ankara expulserait de son territoire un dirigeant militaire du Hamas, Saleh al-Aruri, installé en Turquie. Les deux pays s'entendraient surtout sur l'exploitation des importants gisements de gaz naturel découverts au large des côtes israéliennes. Ankara pourrait acheter du gaz israélien et permettre la construction d'un pipeline permettant à Israël d'exporter son gaz vers l'Europe. » *(Lexpress.fr, 17/12/2015)*

Au surlendemain de l'annonce de cet accord, Recep Tayyip Erdogan a reçu samedi 19 décembre à Istanbul le chef du Hamas palestinien, Khaled Mechaal. *(Le Figaro.fr avec Reuters, 19/12/2015)*

5. Economie

Le PIB en hausse de 4% sur un an

« L'économie turque a enregistré une croissance de 4 % au troisième trimestre de 2015 par rapport à la même période l'année précédente selon les données publiées jeudi [10 décembre] par l'Institut turc de la statistique. Sur les neuf premiers mois de l'année, la croissance ressort à + 3,4 % contre 2,9 % sur l'année 2014. » *(Les Echos, 11/12/2015)*

« De son côté, le Fonds monétaire international estime que le PIB turc devrait croître de 2,9 % [en 2016] , après 3 % en 2015. Une performance relativement bonne, notamment soutenue par la demande domestique. » *(Le Monde.fr, Marie Charrel, 23/12/2015)*

« Les entreprises turques souffrent de l'effondrement de la livre »

La Turquie a souffert comme nombre de pays émergents de la dépréciation de sa devise en 2014 et 2015, notamment en raison de la remontée programmée des taux directeurs américains.

« Dans une note publiée mercredi 23 décembre, la Coface, le spécialiste de l'assurance-crédit, détaille par quels canaux la chute de la livre turque affecte l'économie du pays. "La combinaison des incertitudes politiques, des problèmes de sécurité et des inquiétudes concernant l'économie mondiale ont provoqué une chute brutale de la livre, qui est tombée à son plus bas niveau face au dollar en septembre", explique Seltem Iyigun, économiste spécialiste de la région Méditerranée et Afrique pour la Coface. Le 24 septembre, la livre est ainsi tombée à 3,07 dollars, en baisse de 32 % par rapport à janvier.

Mais l'économie turque est également pénalisée par la baisse de l'euro face au dollar. Et ce, parce qu'elle présente deux grands points faibles. D'abord, "elle est particulièrement dépendante des capitaux étrangers et des importations », souligne la Coface. En outre, nombre d'entreprises turques affichent des coûts de production en dollars et des recettes en euros. De fait, 44 % des exportations turques sont libellées en euros, tandis que 65 % des importations le sont en dollars.

Résultat : l'effondrement de la livre a provoqué une envolée des coûts de production et donc, l'effondrement des marges des entreprises. Beaucoup ont vu leur situation financière se dégrader. En particulier celles dont la dette est en devise étrangère – c'est le cas de 75 % de la dette des sociétés non financières du pays. Le nombre de chèques impayés a également bondi de 38 % en valeur sur les dix premiers mois de 2015, précise la Coface, signe que la santé des PME se dégrade.

Plus inquiétant encore : "L'économie turque a besoin de l'épargne étrangère pour fonctionner, car l'épargne locale, équivalente à 15 % du produit intérieur brut [PIB], est trop faible", explique Mme Iyigun. Or, la dette extérieure du pays culmine aujourd'hui à 405,2 milliards de dollars, soit 52 % du PIB. Ce qui rend la Turquie particulièrement exposée aux variations de change. (...)

Selon la Coface, les secteurs les plus exposés sont les métaux (hors fer et acier), la construction, les produits chimiques ou en encore le textile, qui dépendent particulièrement de l'étranger. » *(Le Monde.fr, Marie Charrel, 23/12/2015)*

Turkish Airlines ambitionne d'être première

« Turkish Airlines a confirmé une commande de 20 moyen-courriers A321neo auprès d'Airbus, pour un montant catalogue de 2,48 milliards de dollars, a annoncé mardi [1er décembre] l'avionneur européen. "Cette commande de 20 A321neo supplémentaires va nous aider à réaliser notre plan de développement de manière profitable et durable", a déclaré le PDG de la compagnie turque, Temel Kotil. Turkish a déjà 72 A321neo en commande, la version remotorisée du moyen-courrier d'Airbus. L'A321 est la version allongée de l'avion vedette A320 d'Airbus. » *(AFP, 01/12/2015)*

Dans son entretien au Journal du Dimanche le 6 décembre, le PDG Temel Kotil souligne l'ambition de Turkish Airlines de devenir "la plus grosse compagnie aérienne au monde". « Selon lui, le nombre de passagers a déjà été multiplié par six en vingt ans, et il va tripler d'ici vingt ans. La compagnie dessert 111 pays et propose 233 destinations internationales. Selon Temel Kotil, la force de la compagnie est le marché intérieur turc : 47 millions de Turcs seront montés dans un avion en 2015. Le PDG de Turkish Airlines affirme que c'est une hausse de 860% en moins d'une décenie.» *(LeFigaro.fr, 06/12/2015)*

La liste des sources et des journalistes ayant couvert le sujet turc *(décembre 2015)*

Le Figaro
Pierre Avril
Clémentine Maligorne
Delphine Minoui

Le Monde
Cécile Ducourtieux
Marie Charrel
Marie Jégo
Allan Kaval
Hélène Sallon
Piotr Smolar,
Jean-Pierre Stroobants

Libération
Ragıp Duran
Marc Semo

Les Echos

La Tribune

L'Express

20Minutes.fr

sputniknews.com

Mécène Principal ***Main Supporter***

AXA
redefining / standards

Mécènes Institutionnels ***Institutional Supporters***

AÉROPORTS DE PARIS

ENGIE

EULER HERMES
Our knowledge serving your success

Koç

SABANCI

SAFRAN
AEROSPACE · DEFENCE · SECURITY

sütaş

Institut du Bosphore

33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org